

BUREAUX: RUE NAIN, 1. Roubaix, Tourcoing: Trois mois... Six mois... Un an... L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

DIRECTEUR-GÉRANT: J. VERBOUT. Le Nord de la France: Trois mois... Six mois... Un an... ANNONCES: 15 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanoverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, à l'Office de Publications, rue des Minimes, 11.

ROUBAIX, 12 NOVEMBRE 1870

Tout les dernières nouvelles à la troisième page

Dépêches télégraphiques

DÉPÊCHE OFFICIELLE. Tours, 11 novembre 1870. 11 h. 40 matin. Le ministre de l'intérieur aux préfets et sous-préfets.

L'armée de la Loire sous les ordres du général d'Aurelle de Paladine s'est emparée, hier 10 novembre, d'Orléans après une lutte de deux jours. Nos pertes, tant tués que blessés, n'atteignent pas deux mille hommes, celles de l'ennemi sont plus considérables. Nous avons fait plus d'un millier de prisonniers et le nombre augmente par la poursuite. Nous nous sommes emparés de deux canons, modèle prussien, de 20 calibres chargés de munitions tous attelés et d'une grande quantité de fourgons et voitures d'approvisionnement. La principale action s'est concentrée autour de Coulmiers dans la journée du 9, l'élan des troupes a été remarquable malgré le mauvais temps. Il y a lieu d'espérer que cette opération militaire ouvre une ère nouvelle pour la France.

Nos ressources en hommes sont immenses, le patriotisme est partout réveillé et le pays doit se montrer prêt aux plus grands sacrifices; nous avons été éprouvés par l'infortune pour nous laisser égarer par des illusions nouvelles.

Nous avons repris l'offensive, c'est un grand point, cette offensive signifie qu'au lieu de déplacer notre base d'opérations pour la mettre en arrière la reportons en avant. Avec de la résolution, de la prudence, de l'énergie et surtout en restant unis sur le terrain de la lutte à outrance contre l'invasisseur, la République sauvera la France.

(Service particulier du Journal de Roubaix).

Source prussienne.

Versailles, 10 novembre 1870. L'armée de la Loire marchant devant sur la rive droite de la Loire par Beaugency, le général Van der Tann prit, le 9, position en face de cette armée hors Orléans. Après avoir constaté la force ennemie, Tann a dû se retirer en combattant sur Béravy. Tann qui évacua Orléans, annonce que le 10 novembre aucun mouvement en avant de l'ennemi n'eut lieu.

Versailles, 11 novembre. (Officiel.)

Le roi à la reine Augusta, 9 novembre. Van der Tann s'est retiré en combattant d'Orléans vers Toury. Les Français étant nombre supérieur à Toury, il s'est réuni hier avec Wittich et le prince Albert venant de Chartres. Le duc de Mecklenbourg les rejoint aujourd'hui.

Munich 11 novembre

On annonce de Vieuxbrissach: Neufbrissach a capitulé hier soir, avec 5,000 prisonniers et 100 canons.

Londres, jeudi 10 novembre.

Au banquet du lord maire, le lord chancelier et M. Gladstone ont vigoureusement défendu la conduite de l'Angleterre dans la question de la neutralité. Lord Granville a dit qu'on avait soutenu que la guerre aurait pu être évitée si l'Angleterre avait fait entendre un langage plus énergique.

Le Parlement et le gouvernement en ont pensé autrement, mais si l'occasion se présentait malheureusement, le gouvernement saurait employer des expressions fortes.

Lorsque la guerre a éclaté, nous nous sommes efforcés de la localiser et nous y avons réussi.

Après la circulaire du comte de Bismark dépeignant les horreurs qui doivent suivre le siège de Paris, nous nous sommes adressés à la France et à la Prusse pour obtenir un armistice: nous avons été appuyés par toutes les puissances neutres.

Notre proposition a été acceptée, mais nous nous sommes abstenus de faire aucune suggestion relative aux conditions de l'armistice.

Le gouvernement n'a reçu aucun avis concernant la rupture des négociations.

L'Angleterre aime à voir l'Allemagne forte et unie, mais elle désapprouve que la France soit humiliée et affaiblie sans nécessité.

Le gouvernement désire ardemment la fin du conflit.

Il contribuerait avec joie à amener une paix durable et honorable, mais en ce moment il ignore complètement les moyens d'assurer la paix.

Il serait heureux si elle pouvait se faire par la modération, par le sentiment de l'humanité et le bon sens des belligérants ou des puissances neutres.

Londres, 11 novembre.

Le Daily-Telegraph mentionne un bruit venant de Berne. Garibaldi se serait rendu.—On ne donne aucun détail.

Tours, 11 novembre.

Marseille 10.—La Banque de France dément le bruit que la Banque de Lyon enverrait ses fonds à Toulon.

Lyon, 10 novembre.

Un arrêté préfectoral institue un comité de barricades. La garde nationale travaille aux fortifications; la première et magnifique légion est partie aujourd'hui.

DOCUMENTS OFFICIELS.

Le membre du Gouvernement de la Défense nationale, ministre de l'intérieur et de la guerre.

En vertu des pouvoirs à lui délégués par le Gouvernement en date à Paris du 1er octobre 1870.

Considérant qu'il importe d'accélérer et de surveiller le transport des approvisionnements et du matériel de guerre sur les chemins de fer,

DÉCRET:

Art. 1er.— Il est institué un service spécial d'inspection pour le transport des approvisionnements et du matériel de guerre sur les chemins de fer.

Ce service est placé dans les attributions du directeur des services de l'intendance. Il se compose d'un inspecteur principal et d'autant d'inspecteurs et agents secondaires que les besoins de la surveillance l'exigent.

Art. 2.— M. Poirier, ancien chef de la perception et du contrôle des chemins de fer du midi, est nommé inspecteur principal des transports de la guerre.

Fait à Tours, le 8 novembre 1870.

Le membre du Gouvernement, ministre de l'intérieur et de la guerre, L. GAMBETTA.

Le Membre du Gouvernement de la Défense nationale, Ministre de l'intérieur et de la guerre.

En vertu des pouvoirs à lui délégués par le Gouvernement, par décret en date à Paris du 1er octobre 1870;

Considérant qu'un Comité de défense très-acut s'est constitué dans le département de la Loire-Inférieure;

Que ce comité, en vue d'une résistance énergique en cas d'invasion, a projeté des travaux dont l'exécution exige un temps assez long et qu'il demande à les commencer dès à présent,

DÉCRET:

Les dispositions du décret en date du 14 octobre dernier, relatif à la déclaration à l'état de guerre des départements, sont applicables, à partir de ce jour, au département de la Loire-Inférieure, bien que l'ennemi en soit éloigné de plus de 100 kilomètres.

Fait à Tours, le 9 novembre 1870.

Le membre du Gouvernement, ministre de l'intérieur et de la guerre, L. GAMBETTA.

Par le ministre: Le délégué au département de la guerre, C. DE FREYCINET.

Par décret en date du 9 novembre 1870, sont nommés au grade de général de brigade dans l'armée auxiliaire, les colonels en retraite dont les noms suivent, savoir:

M. Charvet (Jean-Baptiste), ancien colonel d'infanterie de marine.

M. Reybaud (Jean-Antoine-Thomas), ancien colonel commandant la place de Toulon.

Le gouvernement de la défense nationale, délégué, décrète:

M. Sécourgeon est nommé préfet du Var, en remplacement de M. Cotte, dont la démission est acceptée.

LE VOYAGE DE M. THIERS.

Malgré son âge, l'illustre homme d'Etat a supporté avec une admirable vaillance les fatigues diverses du voyage qu'il vient d'accomplir; et elles ont été plus rudes qu'on ne le suppose.

« Depuis quarante jours, dit-il, j'ai fait plus de trois mille lieues, et au milieu de pays bien durs: je n'ai pas eu de traversée plus pénible que celle d'Orléans à Paris! »

« Qui lui aurait dit que ce serait aux portes de ce Paris, dans ces campagnes charmantes tant de fois parcourues agréablement, qu'il rencontrerait le plus de difficultés, de dangers et de fatigues! »

La voiture allait lentement, dit le Français, par des chemins tantôt encombrés, tantôt défoncés, et traînée par de lourds chevaux tachés de quelque batterie prussienne. Plus d'une fois même, il a fallu quitter la route, coupée ou impossible, pour marcher à travers champs, sous la pluie, dans la boue.

Partout les campagnes désertes, les maisons fermées, l'aspect de la ruine et de la désolation.

Enfin, le voyageur est arrivé à Versailles, où il a dû rester trois heures pour la régularisation de ses papiers; puis il a continué son chemin vers Paris, toujours escorté d'un officier supérieur prussien qui ne l'a pas quitté un instant.

Revenu ensuite à Versailles pour les négociations de l'armistice, M. Thiers était logé à l'hôtel du Réservoir et voyait chaque jour le comte de Bismark. Les entrevues se renouvlaient même deux fois et jusqu'à trois fois dans la même journée, et constamment empreintes d'une courtoisie à laquelle l'éminent négociateur aime à rendre hommage.

On comprend que nous ne sommes pas initiés à tous les détails de ces conférences intimes; et il est que M. Thiers a réservé pour le Gouvernement seul, et certain, parole, certains renseignements ne sauraient être divulgués avant plusieurs mois.

Mais ce que nous pouvons dire avec précision, c'est que, sur la question du rattachement de Paris, le comte de Bismark et le roi de Prusse ont été inébranlables. Ils n'ont admis aucun moyen de terme, aucun biais, aucun compromis, et ils ne se sont jamais départis de leur point de vue.

C'est là ce qui a fait échouer les négociations.

Quant aux élections, la Prusse les acceptait dans tous les pays qu'elle occupait, sauf l'Alsace et la Lorraine, dans lesquelles elle ne veut pas d'agitation électorale. Mais, en refusant à ces deux provinces de nommer des députés, elle admettait que l'Assemblée désignât elle-même les citoyens jugés les plus dignes de les représenter. Et c'est à ce propos que M. de Bismark adressait à son illustre interlocuteur les paroles ironiques que nous venons de rapporter: « Les élections faites dans les départements occupés seront les plus libres que vous ayez jamais eues! »

Détail curieux et digne de mention. Le comte de Bismark, si bien informé de toutes choses, ne connaissait pas, le jeudi 3 novembre, le mouvement révolutionnaire qui avait éclaté à Paris le 31 octobre. Les premiers bruits lui en arrivèrent, vagues et confus, dans la journée du jeudi, et M. Thiers pria M. Cochery, l'ancien député du Loiret, qui l'avait accompagné au quartier général prussien, d'aller s'informer du véritable état des choses.

Armé d'un sauf-conduit, M. Cochery se rendit à Paris par le pont de Stèves, seul point où la communication existe (deux arches du pont étant rompues), et il revint le soir avec des journaux et des renseignements précis.

M. Cochery est resté à Versailles après le départ de M. Thiers, et il est attendu à Tours sous quarante huit heures, avec des dépêches qui peuvent avoir une certaine importance.

Les Prussiens ont renoncé à bombarder Paris, reculant devant le cri de l'Europe et les condamnations de l'histoire. Mais ils n'ont pas renoncé à des attaques de vive force, combinées avec leur principale espérance, la famine.

Au retour M. Thiers a couché à l'évêché d'Orléans, d'où il est parti hier matin à huit heures. Conduit en voiture à Metz, il a trouvé là un train spécial qui l'a ramené à Tours, où il se propose de rester provisoirement.

Le roi était à juste titre étonné de prétentions militaires si exagérées. Désillusionné dans l'espérance qu'il avait attachée aux négociations avec M. Thiers, l'exigence inouïe que nous devons renoncer aux fruits de tous les efforts que nous avions faits et à tous les succès que nous avions obtenus depuis deux mois et rapporter les positions respectives au point où elles étaient avant le commencement de l'investissement de Paris demontre de nouveau qu'on cherchait à Paris des prétextes pour refuser les élections à la nation.

Sur le désir de M. de Bismark de chercher une entente sur d'autres bases, M. Thiers eût le 3 novembre un entretien avec les membres du gouvernement de Paris pour offrir un armistice plus court, ou bien pour ordonner les élections sans armistice conclu formellement.

Un télégramme d'Orléans, daté du 11, porte: Nous avons combattu hier toute la journée aux environs de Coulmiers. L'opération de l'armée française a pleinement réussi.

Le général Martin des Palmières a occupé Chevilly, à 15 kilomètres nord d'Orléans.

Nous avons fait 600 prisonniers avec armes et bagages et pris deux canons. On compte sur 120 Prussiens faits encore prisonniers avant la fin de la journée.

Nous avons occupé Orléans.

Berlin, 10 novembre, 4 h. 35 soir. Une escorte de soldats prussiens qui accompagnait jusqu'à Munich un convoi de Français faits prisonniers à Metz a été reçu avec grand enthousiasme dans la capitale de la Bavière.

Bruxelles, 10 novembre. 6,000 Allemands sont en marche vers Montmédy, dont le bombardement est près de recommencer.

M. Miranda, éditeur du Gaulois, qui avait été arrêté à Versailles et interné à Mayence, s'est évadé.

Le prince Napoléon est arrivé le 7 courant à Bruxelles, et est logé à l'Hôtel de Saxe.

Berlin, 11 novembre 1870. La Gazette de la Croix croit pouvoir exprimer la conviction certaine qu'en lieux compétents, il n'existe pas de fausses magnanimités et que le bombardement de Paris, commencera très-prochainement.

Carlsruhe, 11 novembre. La Gazette de Carlsruhe dit que nos pertes à Neufbrissach jusque hier, s'élevaient à 14 morts et 30 blessés.

Saint-Petersbourg, 11 novembre. On assure que le prince royal de Prusse, a été nommé feld-maréchal dans l'armée russe.

Le général Annenkoff de la suite de l'Empereur, est chargé d'apporter cette nomination à Versailles.

Saarbruck, 11 novembre. Suivant un avis de Versailles en date du 8 novembre, le général Annenkoff y était arrivé.

Le matériel de guerre pris à Metz est évalué à 88 millions. Il y a surtout de grandes provisions de chasses-pots en dehors des 150,000 fusils que les prisonniers ont dû rendre.

Avis important aux familles des prisonniers de guerre.

Toutes les lettres reçues ou envoyées par les prisonniers sont soumises à la censure.

Il importe donc, pour assurer leur prompt arrivée, non seulement qu'elles ne renferment rien qui puisse éveiller l'attention de la police prussienne, mais encore qu'elles soient faciles à lire.

A cet effet, il faut qu'elles soient brèves, d'un style clair, et d'une écriture très-lisible.

L'expérience a montré que les lettres auxquelles manquait l'une de ces trois qualités, mises en réserve par les censeurs pour être lues à loisir, arrivent souvent après plusieurs semaines de retard.

Les commerçants des Etats neutres, qui ont des correspondants en Allemagne, obtiennent facilement par leur entremise des mandats de la poste, payables dans les lieux d'internement des prisonniers; c'est un des meilleurs moyens de leur faire parvenir de l'argent.

AVIS AU PUBLIC

Envoi des lettres à Paris. Pour faire cesser le blocus moral et intellectuel dont les ennemis étouffent Paris, l'administration est décidée à faire tout le possible, et même l'impossible.

Le public est prévenu qu'il peut adresser à la préfecture de Tours, sous enveloppe affranchie, au nom de Alphonse Feillet, chargé de la direction de ce service postal exceptionnel, toutes les lettres à destination de Paris. Ces lettres, sur papier plume d'oignon, de petit format, doivent aussi être affranchies, selon les

Mais on ne répondra pas à ceux qui les auront proposés, même, et peut-être surtout, si l'on devait se servir de leurs expédients ingénieux. Pour la réussite de ces tentatives difficiles, le plus grand secret est nécessaire. Aussi l'administration demande avec instance à la presse française, de vouloir bien s'abstenir d'indiquer qu'on construit un ballon en tel endroit, qu'on en gonfle un autre en tel lieu que des pigeons sont partis. C'est le désigner d'avance à l'attention et aux attaques de nos ennemis.

Plus tard, lorsque l'étranger aura été repoussé, l'administration dira au plus ce qu'elle aura essayé, pour le servir et rendra, à l'égard de ceux qui auront bien voulu l'aider dans sa tâche, témoignage de leurs bons efforts et de leurs bons conseils.

Prière est faite à ceux qui adresseront des communications, de mettre leur nom et leur adresse bien lisibles.

ON DEMANDE de suite des ouvriers TAILLEURS, pour façons, grandement payées. S'adresser rue St-Georges, 4, Grands Magasins de la Providence. 530

SOUS CE TITRE: AUX ARMES! Chant patriotique dédié aux défenseurs de l'indépendance nationale. MM. J. CUVELIER et VICTOR VERDIER de Lille, viennent de publier une composition toute d'actualité que nous nous empressons de signaler. En vente au bureau du journal, et chez tous les marchands de musique. Prix: 1 fr.

AVIS aux gardes nationaux, tailleurs et confectionneurs. DÉPÔT DE TISSUS pour vareuse et pantalon d'uniforme rue Saint-Georges, n° 4 et 6, Roubaix. Etoffe vareuse à 4 fr. 75. Drap bleu mat à 6 fr. 90. Drap castorine bleu à 8 fr. 90. Drap castorine bleu supérieur à 10 fr. 90. Drap castorine extra fin à 15 fr. 75.

Montre perdue. Une montre de dame, en or, a été perdue dans la soirée du 9 courant depuis l'église St Martin jusqu'au n° 50 de la rue Neuve, prière à celui qui l'a retrouvée de la reporter chez M. Henri Wibaux, rue Neuve 50. 534

AVIS La compagnie des mines de Béthune informe MM. les consommateurs qu'à l'approche de la saison d'hiver elle approvisionnera ses dépôts de bons charbons et briquettes, pour foyers domestiques à des prix modérés. Elle les engage à faire dès maintenant un approvisionnement suffisant pour le cas où les communications deviendraient moins faciles. S'adresser à son Agence rue Pollart, 31, ou à son dépôt rue Latérale près la gare du Chemin de fer.

DENTS DEPUIS 3 FRANCS Verbrugge, dentiste. Rue de l'Hospice, 10, Roubaix. Nouveaux dentiers sans ressorts, mastication et prononciation garanties en huit jours. TOUS LES JOURS, Consultations gratuites de midi à deux heures. M. VERBRUGGE se rend à domicile et échange les pièces mal faites.

POUR ÉVITER LES CONTREFAÇONS DU CHOCOLAT-MENIER IL EST INDISPENSABLE D'EXIGER LES MARQUES DE FABRIQUE avec le véritable nom